



mvtqcpaix@gmail.com

Résolution politique et d'unité à l'occasion de la conférence annuelle du Mouvement québécois pour la paix du 2 mars 2025

Le Mouvement québécois pour la paix (MQP) réaffirme d'une part son engagement pour la paix et la solidarité internationale et, d'autre part, sa lutte contre l'impérialisme. Fidèles à nos principes directeurs, nous considérons l'impérialisme comme étant la principale menace à la paix dans le monde et pour les peuples.

L'impérialisme est l'étape finale du capitalisme marquée par le pouvoir des monopoles financiers. Il s'agit de l'expression la plus effrénée de la course aux profits. L'impérialisme cherche à diviser et à dominer les marchés ainsi que les ressources, à contrôler les routes commerciales et à s'approprier de nouveaux territoires en utilisant tous les moyens nécessaires pour y parvenir. Il s'attaque aux peuples qui tentent de se dérober de son joug et de se développer selon leurs propres intérêts et besoins, leurs aspirations démocratiques et souveraines. Il s'attaque aux femmes et à leur émancipation en anéantissant tous leurs droits sociaux et démocratiques. Il est l'un des principaux facteurs de la destruction de notre environnement. Il perpétue également le racisme, la xénophobie et les conflits identitaires; des outils précieux pour justifier les guerres d'agression à travers le monde. Enfin, il s'appuie sur les forces les plus antidémocratiques et fascisantes pour asseoir son hégémonie.

C'est pour toutes ces raisons que nous ne pouvons pas dissocier notre combat pour la paix de notre combat pour la solidarité internationale et, par conséquent, de notre lutte contre l'impérialisme qui, finalement, est un système global.

Les diverses crises exacerbées par l'impérialisme ont atteint un niveau extrêmement préoccupant. Le risque d'une guerre à grande échelle, impliquant des puissances nucléaires, n'a jamais été aussi élevé. L'OTAN, sous couvert d'une mission prétendument défensive, est à l'origine de cette escalade. Cette organisation a toujours œuvré à écraser les mouvements progressistes et les forces de libération nationale à travers le monde. Elle ne sert qu'à faire la guerre et à asseoir les intérêts économiques et géopolitiques de ses membres dominants et en premier lieu, les États-Unis, aux dépens des peuples.

Trump 2.0 : l'OTAN au service d'une hégémonie états-unienne renforcée

La réélection de Donald Trump en décembre 2024 marque un tournant décisif dans la rhétorique et les méthodes de l'impérialisme états-unien. En perpétuant et en intensifiant une politique étrangère brutale, l'administration Trump s'appuie sur l'OTAN comme véritable bras armé de ses ambitions. Sous couvert d'un nationalisme économique, elle renforce ainsi la subordination des alliés occidentaux aux intérêts des monopoles états-uniens, avides de conquérir de nouveaux marchés et de nouvelles ressources. La crise systémique qui secoue les États-Unis, caractérisée par une concentration sans précédent du pouvoir économique, semble désormais exiger un leadership

autoritaire et imprévisible, capable d'imposer cette logique prédatrice à l'échelle mondiale. De ce fait, la guerre semble s'imposer comme seule échappatoire pour faire face à la crise économique aux États-Unis et plus largement en Occident.

Parallèlement, le contexte international a évolué de manière significative ces deux dernières années. Trump accède au pouvoir dans un environnement où, au Moyen-Orient, la guerre génocidaire menée par Israël – le bras armé des États-Unis et de l'Occident dans la région – bat son plein. Ce conflit, qui se solde par une tentative de déplacement forcé des Palestiniens et l'annonce d'une deuxième Nakba, illustre l'escalade des tensions. Plus encore, Israël, après avoir rasé Gaza, intensifie son entreprise de colonisation de la Cisjordanie dans le but avoué d'en finir avec non seulement l'État, mais aussi la nation palestinienne. Dans le même temps, la Syrie et le Liban tombent progressivement sous le giron des puissances occidentales, en présence d'une Turquie, membre de l'OTAN, qui émerge comme le principal acteur en Syrie. En somme, cette situation sert directement les intérêts impérialistes.

La situation en Europe de l'Est, notamment en Ukraine, reste critique depuis l'invasion russe de 2022, marquée par des enjeux dépassant le cadre d'un simple conflit bilatéral. L'implication de l'OTAN et l'arrivée au pouvoir d'un régime ultranationaliste en Ukraine lors des événements d'Euromaïdan en 2014 ont exacerbé les tensions, menant à une guerre civile dans les régions de l'Est à majorité russophone. Le conflit qui s'intensifie en 2022 met en lumière l'affrontement entre, d'un côté, les intérêts des États-Unis, de l'OTAN et de l'Union européenne, et de l'autre, ceux de la Russie. Cette confrontation géopolitique porte principalement sur le contrôle des ressources ukrainiennes, l'influence sur les marchés européens - particulièrement dans le secteur énergétique - et l'acquisition d'avantages stratégiques dans la région. L'OTAN, en armant massivement l'Ukraine et en évitant les négociations, alimente une guerre par procuration, qualifiée de « guerre jusqu'au dernier Ukrainien ». Le MQP plaide pour une résolution diplomatique, refusant de prendre parti pour quelconque des belligérants, et appelle à un cessez-le-feu immédiat et à des négociations sérieuses. Il dénonce le rôle du Canada et de l'OTAN, tout en collaborant avec d'autres mouvements pour la paix afin de désamorcer le conflit, qui ne produit que des perdants parmi les populations ukrainiennes, russes, européennes et canadiennes.

En Afrique, le recul de la France se fait sentir. La perte de plusieurs bases militaires dans des pays clés, jadis intégrés dans le dispositif de la Françafrique, témoigne d'un affaiblissement de l'influence de la France sur le continent. En somme, la France est forcée de se retirer de ses anciennes colonies, ce qui marque un coup dur pour l'impérialisme occidental. Et sa présence en Afrique, riche en ressources naturelles, suscite la convoitise d'autres puissances qui cherchent à s'y implanter.

Plus proche de nous, à Cuba, la campagne menée par les États-Unis visant à isoler le pays par le biais d'un blocus criminel – en place depuis 1962 – s'est intensifiée. Alors que l'administration Biden avait retiré Cuba, à la dernière minute, de la liste des pays soutenant le terrorisme, il n'a fallu que quelques jours à la nouvelle administration Trump pour révoquer cette décision. Toutefois, la quasi-totalité des États du monde continue de dénoncer cette situation injuste à l'ONU, témoignant ainsi de leur soutien à l'indépendance de l'île.

Enfin, dans une région où les tensions se font particulièrement ressentir, la Chine continue d'être

encerclée par les pays signataires de l'accord de coopération militaire tripartite AUKUS (Australia, United Kingdom et United States). C'est probablement un des points de tension les plus importants à l'avenir proche. L'AUKUS et le QUAD (alliance États-Unis, Japon, Inde, Australie) cherchent à former l'« OTAN de l'Indo-Pacifique ». À cet effet, le Canada, à travers sa ministre des Affaires étrangères, Mélanie Joly, n'a pas fermé la porte à une intégration à ces mécanismes d'alliance, malgré les risques d'escalade militaire. Cette dynamique, combinée à l'expansion des bases militaires états-uniennes en Asie, révèle une stratégie expansionniste exacerbant les rivalités entre la Chine et l'Occident. Le MQP dénonce fermement l'attitude du gouvernement canadien qui contribue à l'escalade des tensions régionales en s'alignant sur la stratégie américaine de « pivot vers l'Asie » et ses objectifs de confrontation militaire avec la République populaire de Chine (RPC). Le MQP réaffirme son attachement au strict respect des résolutions des Nations unies, particulièrement la résolution 2758 qui consacre le principe d'une seule Chine et qui garantit l'intégrité territoriale de la RPC. Parallèlement, le MQP souligne l'importance fondamentale du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, droit qui doit s'exercer sans aucune ingérence ou manipulation de puissances étrangères.

Dans ce contexte, Trump instrumentalise l'OTAN comme levier de chantage économique et stratégique pour imposer une soumission accrue des alliés traditionnels des États-Unis. Alors que les membres de l'Alliance atlantique avaient jusque-là respecté l'objectif initial de consacrer 2 % de leur PIB aux dépenses militaires, le président réélu exige désormais une contribution de 5 % du PIB afin de légitimer un alignement total sur Washington. Cette nouvelle donne se traduit concrètement, notamment au Canada, historiquement complice de l'hégémonie états-unienne.

Menacé de tarifs douaniers de 25 % sur ses exportations énergétiques et manufacturières, Ottawa a annoncé en février 2025 une accélération de son budget militaire, visant à atteindre 2 % du PIB d'ici 2027 – soit cinq ans plus tôt que prévu –, et ce, au détriment des investissements sociaux. En somme, d'un côté, les États-Unis réclament une contribution accrue à l'OTAN, et de l'autre, ils sapent la souveraineté de leurs alliés en les réduisant au statut de vassaux. Les dirigeants canadiens, inféodés aux mêmes monopoles financiers et extractivistes que leurs homologues états-uniens, se voient contraints de se plier à ces exigences.

Intégration du Québec au système impérialiste : ressources et armes au service de l'OTAN

Le Québec, historiquement intégré à l'impérialisme occidental, reste un pilier structurel de cette dynamique, bien que dépourvu d'armée propre. Son sous-sol riche en minerais stratégiques et son rôle de sous-traitant pour l'industrie militaire états-unienne en font un maillon clé de la machine de guerre pilotée par Washington et l'OTAN. Cette réalité, bien qu'historique, s'est intensifiée ces dernières années, sacrifiant la souveraineté québécoise et les besoins de sa population sur l'autel des intérêts étrangers.

D'une part, le lithium, le graphite, le nickel et le cobalt québécois, essentiels aux technologies militaires et à la rivalité États-Unis/Chine, sont désormais directement captés par le Pentagone. Sous couvert de « transition énergétique », le gouvernement Legault accélère leur extraction grâce à des investissements du département de la Défense américain (DOD). Ces ressources, présentées comme un levier de prospérité, alimentent en réalité la course aux armements et la suprématie états-unienne – une logique illustrée par la filière batterie, nouveau visage de l'exploitation impérialiste.

D'autre part, l'absence d'industrie militaire autonome au Québec masque une dépendance insidieuse : les filiales de monopoles états-uniens, comme General Dynamics à Salaberry-de-Valleyfield, y produisent des obus utilisés par l'OTAN en Ukraine et exportent des munitions vers Israël, malgré les motions symboliques d'Ottawa. Plutôt qu'un « attrait » du Québec, cette présence reflète une mainmise extraterritoriale, où les décisions se prennent à Wall Street ou au Pentagone. L'industrie aéronautique, quant à elle, incarne cette porosité entre civil et militaire, avec des composants québécois intégrés à des systèmes d'armement, un mécanisme au service de l'hégémonie guerrière de Washington.

L'ouverture récente d'un bureau de l'OTAN à Montréal et l'organisation de sa 70e Assemblée parlementaire dans la ville ne sont donc pas anodines : elles officialisent une intégration accrue du Québec à l'architecture militariste occidentale

Libérer le Québec et le Canada de l'OTAN

L'obsession d'Ottawa à satisfaire les demandes de Trump — qu'il s'agisse de gonfler le budget militaire ou de participer à des opérations de l'OTAN contraires à la paix — illustre la soumission d'une classe politique au service des élites capitalistes. Sous pression de Washington, Ottawa a accepté en février 2025 d'intégrer le Canada au projet de développement du bouclier antimissile de type « Dôme de fer » proposé par Donald Trump. Le gouvernement du Québec, qui s'identifie comme défenseur de manière fallacieuse du Québec devant Trump, n'a formulé aucune opposition au projet.

Le MQP rappelle que la lutte pour démanteler l'emprise de l'impérialisme au Québec reste indissociable de la lutte pour la sortie du Canada de l'OTAN. L'organisation du 70e sommet de l'Alliance à Montréal en 2024 a catalysé une résistance populaire, qui, bien que timide, a eu le mérite, pour la première fois depuis des décennies, de remettre en cause la légitimité de l'OTAN sur la place publique, dénonçant l'exploitation des ressources québécoises et la complicité d'Ottawa dans les guerres impérialistes. Face à l'escalade militariste, la souveraineté du Québec et du Canada ne pourra être préservée qu'en rompant avec l'OTAN, en nationalisant les ressources stratégiques et en réorientant l'économie vers des priorités sociales et écologiques. La paix ne sera possible que par un rejet clair de l'hégémonie états-unienne et de ses relais locaux, au profit d'une politique étrangère indépendante et solidaire des peuples et nations qui subissent le joug de l'impérialisme.

Engagement du MQP pour la paix et l'anti-impérialisme : Construire un rapport de force pour le changement

En tant que mouvement anti-impérialiste, le MQP s'engage à tout mettre en œuvre pour favoriser les changements politiques nécessaires à l'avènement d'une paix durable, au désarmement et à la sortie du Canada de l'OTAN et de toute alliance impérialiste, dans une perspective antimonopoliste et de justice sociale. Pour y parvenir, le MQP travaille inlassablement à la construction d'un rapport de force capable de forcer nos gouvernements à agir dans ce sens.

Ce rapport de force se construit à travers une approche multidimensionnelle alliant action éducative, travail syndical et engagement politique. Le MQP met en œuvre des campagnes de sensibilisation ancrées dans l'éducation populaire pour dévoiler les effets destructeurs de l'OTAN, notamment

son rôle dans les guerres d'agression, l'exploitation des ressources naturelles, la militarisation croissante des sociétés et la nécessité pour le Canada de quitter cette alliance. Ces initiatives mobilisatrices incluent la diffusion d'une pétition nationale exigeant le retrait canadien de l'OTAN, l'organisation d'événements publics, de manifestations, ainsi que des actions concrètes comme l'affichage militant et le tractage, visant à informer et à rallier la population autour de ces enjeux.

Sur le front syndical, le MQP œuvre à intégrer les revendications pacifistes et anti-impérialistes au cœur des luttes ouvrières. En intervenant activement au sein des organisations syndicales, le mouvement pousse ces dernières à dénoncer les dépenses militaires, à défendre la reconversion des industries d'armement vers des secteurs utiles socialement et à promouvoir une politique étrangère affranchie des dynamiques impérialistes. Cette stratégie vise à lier les combats pour les droits sociaux à la critique structurelle de la guerre et de l'exploitation.

Enfin, le MQP amplifie son influence en soutenant tous les acteurs qui luttent contre l'impérialisme dans une perspective antimonopoliste. Cela se traduit par la diffusion active de notre programme auprès de ceux-ci. Ces trois leviers - sensibilisation, action syndicale et militantisme politique - se conjuguent pour créer une force collective apte à lutter efficacement pour la paix.

Intégration du MQP au Conseil mondial de la paix : une lutte pour la paix à l'échelle mondiale

Le MQP reconnaît l'importance cruciale du Conseil mondial de la paix (CMP) dans la coordination de la lutte pour la paix à l'échelle internationale. Fondé en 1950, le CMP représente une plateforme essentielle pour unir les mouvements anti-impérialistes, les partisans de la paix et les progressistes du monde entier autour d'objectifs communs : le désarmement, la fin des guerres d'agression et la promotion d'un ordre international fondé sur la justice, la solidarité et le respect des droits des peuples.

En s'intégrant activement aux activités du CMP, le MQP renforce son engagement pour une paix durable et universelle. Cette collaboration permet au MQP de s'inscrire dans une dynamique globale, en partageant ses expériences, en apprenant des luttes menées ailleurs et en contribuant à des campagnes internationales contre l'impérialisme, l'OTAN et la militarisation.

En travaillant main dans la main avec le CMP, le MQP affirme sa conviction que la paix ne peut être réalisée que par une lutte collective et internationale, transcendant les frontières et unissant les peuples dans un même combat pour la justice, la souveraineté et la dignité humaine.

Les élections 2025-2026 : une opportunité pour promouvoir la paix et s'opposer à la militarisation

Les deux prochaines années, marquées par une élection provinciale au Québec et une élection fédérale au Canada, seront cruciales. Le MQP s'engage à participer activement à ces échéances électorales en diffusant son programme centré sur la paix, le désarmement et la sortie de l'OTAN. Ce programme vise à promouvoir une société où les ressources sont consacrées au bien-être collectif plutôt qu'à la militarisation et aux conflits armés. Le MQP travaillera à sensibiliser la population à ces enjeux et à faire entendre sa voix dans le débat public.

En somme, le MQP croit fermement que la paix ne sera pas une concession des puissants, mais

une conquête des peuples. En construisant un rapport de force à travers des campagnes de sensibilisation, des alliances syndicales et un engagement politique actif, nous œuvrons pour un Québec et un Canada libérés de l'emprise de l'OTAN, où les ressources sont consacrées aux besoins de la population plutôt qu'à la guerre.

Points d'action

Le MQP s'engage à :

1. Sortie du Canada de l'OTAN et du NORAD et l'opposition à l'intégration de toute alliance impérialiste : Nous devons poursuivre notre campagne pour le retrait immédiat du Canada de ces alliances militaires, qui sont les principales menaces à la paix mondiale, et œuvrer à établir une réflexion sur le désengagement du Québec de l'impérialisme ;
2. Défense de la souveraineté et de l'autodétermination des peuples : Toute politique étrangère doit être fondée sur le respect du droit international et de la souveraineté des nations, et ce, dans le respect des résolutions de l'ONU ;
3. Réduction drastique du budget militaire : Nous exigeons une réduction de 75 % du budget militaire canadien et une réallocation des fonds vers les services publics ;
4. Intégration active au Conseil mondial de la paix (CMP) : Participer aux initiatives internationales du CMP pour renforcer la lutte contre l'impérialisme et la militarisation ;
5. Renforcement du MQP en tant que pôle anti-impérialiste : La lutte contre l'impérialisme est un levier central pour construire un mouvement pour la paix efficace et durable ;
6. Campagnes de sensibilisation : Le MQP mène des campagnes d'éducation populaire pour dénoncer les méfaits de l'OTAN, notamment son rôle dans les guerres d'agression, l'exploitation des ressources et la militarisation de nos sociétés. Ces campagnes incluent la diffusion d'une pétition nationale exigeant le retrait du Canada de l'OTAN, ainsi que des actions de mobilisation pour informer et conscientiser la population.
7. Travail syndical : Le MQP s'efforce de pousser les syndicats à intégrer les enjeux de paix et d'anti-impérialisme dans leurs luttes. Par notre présence active au sein des syndicats, nous encourageons ces organisations à dénoncer les dépenses militaires excessives, à soutenir la reconversion des industries d'armement et à défendre une politique étrangère indépendante ;
8. Travail de sensibilisation politique dans un contexte de périodes électorales fédérales et provinciales : Le MQP interviendra lors des prochaines campagnes électorales, notamment à l'occasion des élections fédérales de 2025 et des élections provinciales québécoises de 2026. Sans appuyer ni cautionner aucun parti politique, il s'adressera directement aux citoyens par divers moyens et médias pour souligner l'importance cruciale d'une politique étrangère axée sur la paix et la solidarité internationale.

Montréal, le 2 mars 2025

Mouvement québécois pour la paix